

Sentinelle : "repenser le dispositif" à plus long terme (Thibault de Montbrial)

PARIS, 10 Aou 2017 (AFP)

enquête-attaque-armée-sécurité

"Il faut repenser le dispositif" de l'opération Sentinelle à plus long terme et "développer davantage la sécurité privée armée", estime le président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure, Thibault de Montbrial, dans un entretien au Figaro publié jeudi.

Six militaires de l'opération Sentinelle ont été blessés mercredi à **Levallois-Perret** (Hauts-de-Seine) par une voiture-bélier, marquant la sixième attaque contre des soldats de ce dispositif de sécurité qui mobilise 7.000 soldats en permanence en France depuis les attentats jihadistes de 2015. Des propositions de réforme de Sentinelle seront présentées en septembre, a annoncé en août la ministre des Armées Florence Parly.

M. de Montbrial, également membre du conseil scientifique de l'École de guerre, explique qu'il "faut repenser le dispositif sur le temps long". Selon lui, il "faudrait garder un appui militaire autour des zones stratégiques très sensibles (gares, aéroports), mais développer davantage la sécurité privée armée dans les lieux recevant du public, et confier les patrouilles dynamiques aux seuls gendarmes et policiers".

"On sait que plus rapide est la réponse par le feu, moins une attaque cause de victimes. Il faut donc qu'il y ait davantage de gens armés dans l'espace public : policiers, gendarmes mais aussi douaniers doivent pouvoir porter leur arme hors service", estime-t-il.

Il préconise aussi de "créer une unité qui s'intégrerait dans la garde nationale, composée d'anciens membres des forces de l'ordre et de volontaires formés pour être armés en civil", estimant qu'il "faut constituer un maillage de gens capables de riposter par le feu sur notre territoire".

L'objectif, selon M. de Montbrial, est de répondre à une logique "d'une guérilla de basse intensité, dont l'objectif est l'usure des forces de l'ordre". Il s'agit, rappelle-t-il, dans une logique de guerre asymétrique, "d'affaiblir l'adversaire en le harcelant d'attaques à signaux faibles, utilisant une logistique à coûts presque nuls qui s'appuie sur des objets de la vie quotidienne (couteaux, voitures)".

Il rappelle qu'une "note d'Interpol diffusée aux autorités européennes en juillet dressait une liste nominative de 173 kamikazes susceptibles d'agir sur territoire européen".

Et si M. de Montbrial estime que "le gouvernement semble avoir conscience de la menace terroriste", il dit toutefois regretter "le manque de clarté dans la dénonciation de l'islam politique à l'oeuvre sur le territoire français".